

La Grèce après les incendies

mercredi 25 août 2021, par [NTAVANELLOS \(DAVANELLOS\) Antonis](#) (Date de rédaction antérieure : 23 août 2021).

Le bilan de ce mois d'août désastreux, où les températures et la sécheresse ont atteint des niveaux records, même pour un pays chaud et sec comme la Grèce, est littéralement tragique : d'énormes incendies incontrôlables dans l'île d'Eubée (où les incendies ont repris le lundi 23 août, dans le sud de l'île), en Attique, dans le Péloponnèse et dans d'autres régions ont réduit en cendres quelque 600'000 hectares de terres boisées.

Cette perte massive est encore plus importante pour un pays comme la Grèce, où la proximité entre les espaces verts libres et la population est la plus faible de tous les pays d'Europe.

Les conséquences visibles sont déjà graves : des milliers de personnes ont perdu leur maison, tandis qu'un nombre encore plus grand a perdu son emploi (éleveurs, agriculteurs, apiculteurs, petites entreprises touristiques familiales, etc.). Mais les conséquences non visibles sont encore plus menaçantes : on sait qu'aux vagues de chaleur estivales succèdent les pluies d'automne, et lorsque cela se produit, les montagnes, dépouillées de leurs forêts, menacent les villages et les petites villes d'inondations et de glissements de terrain.

Dans le paysage méditerranéen, la disparition des forêts s'accompagne généralement de la perte de terres fertiles, car la corrosion liée aux vents et à la pluie les transforme en roche. Les grandes villes, et notamment Athènes, seront également confrontées à de graves problèmes. Lors des incendies de cette année, les derniers « poumons verts » de l'Attique ont été brûlés et les conditions de vie difficiles dans cette capitale anarchique de 5 millions d'habitants vont devenir encore plus difficiles, surtout pour les pauvres qui s'entassent dans les quartiers denses du centre-ville et de la banlieue ouest. Ce n'est pas une coïncidence si, depuis quelque temps, les riches abandonnent leurs résidences traditionnelles du centre-ville pour s'installer dans les banlieues nouvellement construites du nord et de la côte sud.

Il convient de mentionner que la catastrophe est loin d'être terminée. Les dernières semaines de l'été (qui, en Grèce, se prolonge jusqu'en septembre) sont traditionnellement marquées par des vents violents et des températures élevées. Par conséquent, la menace d'incendies de forêt reste élevée dans de nombreuses régions du pays.

* * *

Face à cette catastrophe, le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis a réagi avec panique. Il a abandonné tous les efforts pour contenir les incendies (dans l'île d'Eubée, ils ne se sont arrêtés que lorsqu'ils ont atteint la mer) et a envoyé des directives successives à la population des villages, et même des petites villes menacées, pour qu'elle évacue immédiatement. Ce « drapeau blanc » de reddition de la machine étatique est devenu si évident qu'une grande partie de la population ne s'est pas conformée aux ordres d'évacuation, malgré la menace évidente.

Les pauvres gens, et surtout les jeunes, sans formation adéquate ni les moyens nécessaires, sont restés sur place et ont lutté pour sauver leurs villages, leurs semblables, les animaux et leurs champs. Tout ce qui a été sauvé - y compris d'importantes parties de forêts - l'a été grâce à leur

abnégation, au travail acharné des rares pompiers et aux groupes de volontaires qui se sont précipités à leur secours.

Le lendemain, Kyriakos Mitsotakis a tenté de blanchir son gouvernement en mettant l'accent sur la menace de la crise climatique. Cette reconnaissance publique de la menace, bien que très tardive, est correcte : la vague de chaleur et la sécheresse prolongées de cette année ont été une expérience sans précédent, même par rapport à l'été grec chaud et sec. Mais lorsque Kyriakos Mitsotakis et les représentants du gouvernement l'affirment, c'est de la pure hypocrisie. La crise climatique n'est pas un phénomène nouveau. De nombreux rapports du service des forêts et du service des incendies ont averti le gouvernement que les conditions météorologiques prévues transformeraient les forêts de pins du centre et du sud de la Grèce en matériaux inflammables. En réalité, lorsque les politiciens de droite commencent à faire référence à la crise climatique, il s'agit de quelque chose de plus que la traditionnelle (et attendue) hypocrisie gouvernementale. Ils préparent le terrain idéologique pour que les projets de « reconstruction » après la catastrophe soient conformes à l'orientation néolibérale de la Nouvelle Démocratie.

La « politique verte » de Mitsotakis revient à céder la gestion des forêts, la gestion de l'espace public, et même la gestion des catastrophes naturelles, au secteur privé et à l'entrepreneuriat.

* * *

Il y a vingt ou trente ans, ils affirmaient que la seule réponse viable à l'austérité et au chômage était de « libérer le marché ». Dans la même veine, ils affirment aujourd'hui que la seule réponse viable à la crise climatique consiste à « libérer » les efforts du capital pour des activités commerciales dans les forêts, les montagnes, les eaux, l'air. Déjà dans l'île d'Eubée, les vautours du marché sont appelés par le gouvernement à jouer un rôle de premier plan dans la reconstruction de la région détruite. Parmi ces vautours, il y a les grandes entreprises de construction qui, avant les incendies de forêt, avaient déclaré leur intérêt pour la construction d'énormes « parcs d'éoliennes » dans les forêts denses du nord de l'île. Le rejet de leurs offres précédentes par le service forestier et les municipalités locales (même celles contrôlées par le parti au pouvoir) alimente maintenant les soupçons des habitants de du Nord d'Eubée sur la possibilité d'un incendie criminel organisé.

Il n'y a pas besoin de théories du complot pour comprendre que les politiques établies ont joué un rôle de pyromane. Les incendies désastreux de cet été ont pris de grandes proportions parce que la crise climatique a été entrecoupée d'années d'austérité sévère et de coupes budgétaires dans le secteur public, en particulier dans la partie du secteur public qui concerne les conditions de vie des pauvres.

Le service d'incendie s'est retrouvé avec 250 (!) pompiers dans ses unités motorisées et 1200 pompiers dans ses unités « d'infanterie », afin de couvrir les besoins de tout le pays ! Jusqu'à l'année dernière, ces corps étaient complétés par des pompiers « saisonniers » qui n'étaient pas vraiment formés. Ils étaient engagés pour l'été et étaient ensuite licenciés. Cette année, le gouvernement a refusé de renouveler l'embauche de 5000 pompiers « saisonniers », malgré les avertissements sur les dangers extrêmes attendus.

En ce qui concerne les avions de lutte contre les incendies, absolument nécessaires compte tenu du relief géographique particulier de la Grèce, il n'y a que 15 avions Canadair vétustes (dont il a été prouvé que seuls 8 étaient en mesure de voler), et il n'y a que 250 pompiers correspondant à tous leurs besoins, tant à terre que dans les airs.

La réduction du personnel et des équipements de lutte contre les incendies a entraîné une augmentation considérable des effets annuels de combustion de chaque « méga-incendie »

(particulier) au cours des années qui ont suivi la crise économique majeure : de 2430 hectares de terre consumés par « méga-incendie » en 2008, nous atteindrons 8100 hectares pour chacun d'entre eux en 2020. Les incendies de forêt sont devenus plus désastreux en raison de la réduction des moyens et du personnel dont dispose la société pour y faire face.

Cette vérité choquante s'aggrave encore si l'on tient compte des dangers que représentent les compressions de dépenses dans d'autres secteurs pertinents : par exemple, dans le domaine du nettoyage des forêts et des zones périphériques, ou dans le domaine de l'entretien du réseau électrique, qui dans de nombreux cas est responsable du déclenchement des incendies.

Le résultat final est que, lors du « test extrême » de cette année, la catastrophe en Grèce a été comparativement plus importante que dans n'importe quel autre pays de la région. Les terres consumées par le feu ne peuvent être comparées qu'à celles de la Turquie voisine (600'000), un pays dont la taille est six fois supérieure à celle de la Grèce.

* * *

La classe dirigeante sait que dans la période à venir, elle devra combiner la gestion de la crise climatique et la gestion de la crise socio-économique. Le mouvement ouvrier et la gauche doivent faire de même.

Malheureusement, sur cette question cruciale, les nouvelles ne sont pas bonnes. SYRIZA a choisi (dans un tel timing !) d'afficher sa « responsabilité » comme une opposition « créative ». Alexis Tsipras, au-delà de la rhétorique à bon marché, a demandé à Mitsotakis de promouvoir des initiatives en faveur d'un « consensus national » face à l'effort de « reconstruction ». Il est en fait resté en retrait par rapport à Fofi Genimata, l'actuelle dirigeante du PASOK, qui a au moins demandé la démission de certains ministres. Le représentant de SYRIZA au Parlement européen, Stelios Kouloglou, a affirmé que la direction politique de Tsipras est « l'opposition la plus douce depuis la chute de la junte militaire ».

Cette direction n'est pas en phase avec l'humeur populaire. Les cris des victimes de l'incendie « on nous a laissés seuls ! » ont été repris par tous les foyers. Dans les médias sociaux, un hashtag qui se traduit grossièrement par « Mitsotakis va te faire foutre » est devenu viral. Dans l'île d'Eubée, la première manifestation massive - plus de 3000 participante·e·s - contre le gouvernement a été organisée, le 21 août, près du village de Strofilia, par le syndicat des travailleurs forestiers et ceux des vignes ainsi que les comités de victimes d'incendies.

Il est très courant de lire ou d'entendre le slogan « Seul le peuple peut sauver le peuple ». La gauche radicale et anticapitaliste a organisé, le 9 août, la première manifestation contre le gouvernement à Athènes, avec une participation décente malgré les difficultés de l'été.

Un lecteur expérimenté de la presse peut distinguer que pour la première fois depuis la victoire électorale de Nouvelle Démocratie en 2019, la confiance et l'arrogance des politiciens de droite appartiennent au passé. Kyriakos Mitsotakis s'affronte à une situation de colère populaire. C'est le « carburant » parfait pour les développements politiques. Le « temps politique » s'alourdit. Après les désastreux incendies de forêt, le gouvernement n'a pas le temps de reprendre son souffle : la pandémie de covid fait de nouveau rage, les scientifiques avertissent que la 4^e vague sera encore plus intense, et l'ouverture des écoles est prévue pour le 13 septembre... Il est possible de renverser ce gouvernement, à condition qu'il y ait un pôle d'attraction important qui puisse prendre l'initiative de le faire tomber.

Antonis Ntavanellos

P.-S.

- Article reçu le 23 août 2021 ; traduction rédaction de A l'Encontre 25 août 2021 : <http://alencontre.org/europe/grece/la-grece-apres-les-incendies.html>